



NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

L'Appel des 100 pour une sortie définitive des pesticides chimiques de synthèse.

Dossier à lire en p. 6

SOMMAIRE



P. 4

ACTUALITÉS

**EXPOSITION AUX PESTICIDES
PERTURBATEURS
ENDOCRINIENS (EXPPERT)
L'ALIMENTATION DES
EUROPÉEN·NE·S CONTAMINÉE**

NOUVELLE ENQUÊTE DE
GÉNÉRATIONS FUTURES

P. 5

**PERTURBATEURS
ENDOCRINIENS : QUELLE
STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?**

INTERVIEW

P. 11

JOURNAL DES RELAIS

**PORTRAIT DE CHANTAL,
NOUVEAU RELAIS LOCAL À
RENNES**



P. 6

DOSSIER

**NOUS VOULONS DES
COQUELICOTS**

100 PERSONNES DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE LANCENT UN APPEL
POUR UNE SORTIE DÉFINITIVE
DES PESTICIDES CHIMIQUES DE
SYNTHÈSE

P. 8

**IL EST VENU LE TEMPS DES
COQUELICOTS!**

**EN FRANCE, LE PLAN
ÉCOPHYTO EST UN ÉCHEC!**

P. 12

AGENDA

BULLETIN D'ADHÉSION



P. 9

ALTERNATIVES

**UN DOSSIER POUR MANGER
BIO SANS AUGMENTER SON
BUDGET**

UN NOUVEAU DOSSIER QUI
VOUS DONNE LES CLÉS D'UNE
ALIMENTATION SAINTE À MOINDRE
COÛT

**LE RENDEZ-VOUS DES
ALTERNATIVES**

P. 11

**#LETSBIO : UNE CAMPAGNE
POUR POUSSER LE BIO DANS
LA RESTAURATION SCOLAIRE
INTERVIEW**

**GÉNÉRATIONS FUTURES
MOBILISÉE POUR LA
PROCHAINE PAC**

Septembre 2018/N°42. Lettre d'information de Générations Futures, 179 rue La Fayette, 75010 Paris.

• **Directrice de la publication** : Maria Pelletier • **Rédacteur en chef** : François Veillerette • **Coordinatrice de ce numéro** : Nadine Lauverjat • **Articles** : Paloma Dwidar, Yohann Garcia, Fleur Gorre, Nadine Lauverjat, François Veillerette • **Conception graphique et mise en page** : Yohann Garcia • **Relecture** : Pascale Laillier, Roselyne Sérac • **Crédits photo** : Adobe Stock (p. 1, 2, 4, 6), Générations Futures (p. 3, p. 9), Freepik (p. 5), Fleur Gorre (p. 5), Josh Edelson/AFP (p. 8), Maël Coutand (p. 10), Chantal Godefroy (p. 11), Robert Collins/Unsplash CC License (p. 12).



IMPRIM'VERT® Imprimé sur papier 100 % recyclé, issu de forêts gérées durablement.

**CHÈRES LECTRICES,
CHERS LECTEURS,**

Il n'est plus temps de se contenter de la politique des petits pas!



Mardi 28 août 2018, en direct sur la matinale de France Inter, Nicolas Hulot, alors ministre de la Transition écologique et solidaire, prend «la décision de quitter» le gouvernement libéral d'Édouard Philippe et Emmanuel Macron. La question fondamentale, ou plutôt les questions fondamentales, à se poser nous dit-il alors sont : «*Est-ce que nous avons commencé à réduire nos émissions de gaz à effet de serre ? La réponse est non ! Est-ce que nous avons commencé à réduire l'utilisation des pesticides ? La réponse est non ! Est-ce que nous avons commencé à enrayer l'érosion de la biodiversité ? La réponse est non ! Est-ce que nous avons commencé à nous mettre en situation d'arrêter l'artificialisation des sols ? La réponse est non !*». C'est par ces quelques phrases lourdes de sens et qui témoignent de l'échec patent des politiques en place et de nos sociétés à répondre à l'urgence écologique actuelle que Nicolas Hulot annonce sa démission.

Tout le monde savait que ce moment arriverait, mais personne ne s'attendait à ce qu'il se déroule à l'antenne, prenant tout le monde au dépourvu. Nombreux ont été ensuite les témoignages de respect, de soutien et aussi de soulagement, de voir cet écologiste convaincu quitter un gouvernement qui manifestement n'a pas compris l'ampleur de la tâche à mener. Passé le choc de cette annonce, notre association a tenu à saluer cette décision, tant sa position semblait intenable au sein d'un tel gouvernement alors que nul ne peut nier l'engagement écologique sincère de M. Hulot. Trop de renoncements, trop de mots, pas assez d'actes forts en faveur de la planète, trop de cadeaux aux lobbies bien trop présents dans l'entourage de ce gouvernement. Nicolas Hulot l'a rappelé lui-même, la situation écologique est trop grave pour se contenter de cette politique des «petits pas».

Si notre association a soutenu certaines prises de position du désormais ex-ministre lorsqu'elles nous ont semblé aller dans le bon sens, notamment sur la biodiversité ou les néonicotinoïdes, elle n'a pas hésité à critiquer les renoncements lorsqu'ils nous ont paru inacceptables, comme sur les dossiers des perturbateurs endocriniens ou du glyphosate. Comme beaucoup, nous doutions de l'effet électrochoc de ce départ, tant l'actuel gouvernement semble peu concerné par les réels enjeux écologiques. Pour l'heure, le signal donné n'est pas celui attendu, car nous attendions du remaniement qu'il suive cette invitation à changer de cap. Nous espérons sincèrement nous tromper, car il est urgent d'engager un réel changement de braquet si nous voulons éviter le pire pour les générations à venir. Ce changement, c'est celui que proposent de nombreuses personnes et organisations de la société civile, c'est ce que notre association Générations Futures appelle de ses vœux. Tout en jugeant la politique menée sur les actes, nous continuerons de défendre nos valeurs face aux réfractaires de tous bords, nous l'espérons avec vous, comme vous pourrez le découvrir dans cette nouvelle lettre d'information.



FRANÇOIS VEILLERETTE,
DIRECTEUR DE GÉNÉRATIONS FUTURES

ACTUALITÉS

EXPOSITION AUX PESTICIDES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS (EXPERT) L'ALIMENTATION DES EUROPÉEN·NE·S CONTAMINÉE

GÉNÉRATIONS FUTURES MONTRE POUR LA PREMIÈRE FOIS QUE LES DEUX TIERS DES RÉSIDUS DE PESTICIDES DANS L'ALIMENTATION EUROPÉENNE SONT DES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS SUSPECTÉS.



RAPPEL DU CONTEXTE

Comme les lecteurs et lectrices assidus de notre lettre d'information le savent, en décembre dernier, les États membres ont voté la nouvelle version des critères scientifiques déterminant les pesticides perturbateurs endocriniens (PE) proposée par la Commission européenne. À l'époque, nos associations avaient dénoncé la faiblesse de cette définition¹. Bien que la France soit depuis quelques années à l'avant-poste sur le sujet des PE, beaucoup reste à faire dans notre pays. Elle a établi une première stratégie nationale sur les PE (SNPE) élaborée avec les parties prenantes sous le ministère de Ségolène Royal, mais au vu des résultats escomptés, sa mise en œuvre a fait l'objet de lourdes critiques dans un rapport publié en début d'année et rédigé notamment par l'IGAS. C'est pourquoi le Gouvernement actuel travaille à l'élaboration d'une SNPE 2. Notre association a pris part aux échanges et aux groupes de travail qui se sont réunis durant le printemps et l'été. Fin juillet, le préprojet de SNPE 2 nous a été présenté.

Nous avons jusqu'au 10 septembre pour faire un premier retour sur cette proposition qui doit ensuite être retravaillée puis proposée à la consultation du public, courant octobre. Notre association s'est rapidement inquiétée de l'absence de mesures sur la question des PE dans l'alimentation. C'est donc dans ce contexte que nous avons publié un nouveau rapport qui montre la nécessité d'agir, tout particulièrement sur la question de l'exposition aux PE par voie alimentaire.

EXPERT 10 — LE RAPPORT

Tous les ans, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) présente son rapport sur les résidus de pesticides dans les aliments. Après une analyse fine des données publiées en juillet 2018 par l'EFSA, nous avons calculé que 66 849 résidus de pesticides PE suspectés ont été quantifiés sur les 109 843 résidus de pesticides quantifiés au total. Ce total de résidus de pesticides PE suspectés représente 63 % de tous les résidus de pesticides quantifiés par l'EFSA, soit plus

de 6 sur 10! Résidus de PE — rappelons-le — dont on ne peut prétendre qu'une dose sûre, sans effet, existe, et donc pour lesquels la notion de limite maximale en résidus (LMR) n'a pas de sens! La contamination alimentaire par les pesticides est donc très largement une voie de contamination par les PE!

NOS DEMANDES

Forte de ces résultats, Générations Futures demande de prendre en compte prioritairement ces données au niveau national et européen. Il faut mettre en place des actions prioritaires pour conduire à la disparition à terme de ces pesticides perturbateurs endocriniens de notre agriculture et de notre alimentation et mettre en place des mesures efficaces, tout particulièrement dans la future SNPE, actuellement en discussion.

¹ <https://bit.ly/2jSiOSr>.

² <https://bit.ly/2wllAyh>.

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS : QUELLE STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?

NOTRE ASSOCIATION REGRETTE UN ENGAGEMENT
EN DEMI-TEINTE, SANS CADRE D'ACTION PRÉCIS.

En l'état, la prochaine stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE) présentée en juillet est décevante et annonce peu de mesures fortes pour limiter l'exposition des populations aux perturbateurs endocriniens (PE). Certains oublis sont inacceptables, tels que l'absence de volet sur l'alimentation, qui constitue pourtant la première voie d'exposition aux PE. Nous demandons ainsi l'inscription de mesures fortes sur l'alimentation, les contenants et les emballages alimentaires, afin d'alerter et de protéger les consommateurs. La mise en place d'un étiquetage doit être actée. Par ailleurs, les adolescents, eux aussi particulièrement vulnérables pendant la période de la puberté, ne doivent pas être oubliés. Il est aussi demandé à l'Agence nationale de sécurité du médicament de poursuivre son travail d'expertise de trois substances par an, alors que nous savons qu'elle n'a pas réalisé ces mesures durant les dernières années. Des objectifs plus ambitieux devraient être fixés et des moyens supplémentaires attribués pour mener ces expertises. Nous ne pouvons pas



© dashu83/Freepik

non plus nous satisfaire de la définition des critères d'identification des PE récemment adoptée par la Commission européenne. La France doit agir au-delà de cette définition trop restrictive, et choisir d'appliquer le principe de précaution sur les PE avérés et présumés pour exclure ces substances. Or, le retrait de substances préoccupantes, tout comme la démarche de substitution, ne devrait pas reposer uniquement sur le volontariat des entreprises. Un système de sanctions pourrait être envisagé pour les industriels réfractaires. Générations Futures s'engage à poursuivre son action durant les mois à venir en formulant, dans un premier temps, plusieurs recommandations afin d'aboutir à une stratégie plus protectrice et plus ambitieuse.



Interview

Trois questions à Fleur Gorre, en charge de la nouvelle campagne sur les substances chimiques à Générations Futures. Le lancement de cette campagne est prévu pour l'automne.

1. Quels sont les enjeux des substances chimiques ?

Elles sont omniprésentes dans notre quotidien. Air, eau, aliments, produits de consommation courante, les sources d'exposition sont innombrables. Chacun d'entre nous subit une exposition généralisée à ces molécules dont certaines sont des perturbateurs endocriniens. Même à très faibles doses, elles peuvent causer des dommages irréversibles sur nos organismes et ceux de nos descendants.

2. À quels besoins répond cette campagne ?

Dans la suite logique de son combat contre les pesticides de synthèse, Générations Futures souhaite alerter sur les dangers que présentent les PE. Face à l'explosion des maladies chroniques (cancers, diabète, obésité), des troubles de la reproduction ou de certaines affections neurologiques, liée à notre environnement toxique, réduire notre exposition aux PE est une priorité de santé publique absolue.

3. Quelles seront vos actions dans ce large domaine ?

Parce que la toxicité des PE n'est pas la même selon les périodes d'exposition, la campagne va cibler de manière prioritaire les populations dites « vulnérables » particulièrement sensibles aux PE : les couples en âge de procréer, les femmes enceintes, les enfants de moins de deux ans, ainsi que les adolescents. De nombreuses analyses et enquêtes seront menées, de même qu'un suivi de la stratégie nationale PE.

DOSSIER

NOUS VOULONS DES COQUELICOTS



EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES ONG, GÉNÉRATIONS FUTURES S'ASSOCIE À FABRICE NICOLINO ET LANCE L'«APPEL DES 100» POUR UNE SORTIE RAPIDE ET DÉFINITIVE DES PESTICIDES CHIMIQUES DE SYNTHÈSE.

POURQUOI CET APPEL ?

Les origines du crime, nous les connaissons. Elles sont celles de la révolution verte et de ses promesses, censées nourrir le monde avec une agriculture moderne, dont le modèle est à bout de souffle aujourd'hui. Elles sont celles des instruments ratés de l'action publique, qui a trop longtemps considéré l'utilisation des pesticides comme la solution, le remède miracle à tous les maux, le progrès par

excellence. Enfin, elles sont celles de l'inaction de nos responsables politiques : décideurs, hauts fonctionnaires, institutions, qui se sont rendus coupables de la contamination généralisée que

« Ce pari repose sur l'espoir que la société française reste vivante »

nous subissons toutes et tous. Plusieurs affaires auraient dû stopper la machine infernale des pesticides. Les pertes en biodiversité grandissent et les

victimes se multiplient. Mais l'heure n'est plus à compter les oiseaux, les abeilles, les papillons morts et les humains malades. Le constat a été fait tant de fois, au travers de centaines d'études scientifiques rigoureuses, que discuter davantage n'a plus de sens. Notre pays est devenu méconnaissable à cause des pesticides. Toutes les politiques ont échoué. Nous lançons donc le 12 septembre 2018 un immense Appel qui doit

provoquer un soulèvement pacifique de la société française. Il pourrait durer deux ans et vise à mobiliser au moins cinq millions de soutiens. C'est ambitieux, mais l'objectif l'est, car il s'agit d'obtenir l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en France. Il faut donc relever la tête, unir toutes les forces disponibles, agir tout de suite. Ce pari repose sur l'espoir que la société française reste vivante. Un pays libre garde le droit de refuser ce qu'il ne supporte plus et de l'imposer à ses dirigeants, quels qu'ils soient. N'oublions jamais qu'en vingt ans, des millions de consommateurs se sont détournés, au moins en partie, de l'alimentation farcie de pesticides. C'est sur eux que nous comptons.

VOTRE APPEL, NOTRE APPEL

Qui se cache derrière ce mouvement? L'association créée pour l'occasion, «Nous voulons des coquelicots», qui regroupe une quinzaine de bénévoles parmi lesquels une directrice de crèche retraitée, des décorateurs, une étudiante, une céramiste, deux paysans, une enseignante, une psychanalyste, des membres d'ONG, deux journalistes. La vaste campagne qui commence a besoin du soutien de tous, car tous, y compris les journalistes qui s'en feront l'écho, sont concernés de la même manière. Chacun, chacune doit trouver la manière sincère et intime de répandre cet Appel, de manière à ce qu'il devienne viral et atteigne le moindre recoin de la société. Pour la raison, évidente

pour nous, qu'il n'est pas une parole écologiste ou politique, mais bien un Appel d'humains à tous les autres humains. Pour nous, c'est l'heure, et elle ne repassera pas. Cet Appel se décompose ainsi. D'abord et bien entendu, nous invitons toutes et tous à le signer en ligne : nousvoulonsdescoquelicots.org. Ce même 12 septembre paraît aux éditions Les Liens qui libèrent, un livre-manifeste signé par Fabrice Nicolino et François Veillerette, *Nous voulons des coquelicots*. Une chanteuse de belle réputation prépare une chanson qui nous accompagnera pendant des mois. L'Appel des coquelicots est l'Appel des 100, car cent personnes citoyennes de la société civile ont été les premières à le signer. Mais loin d'être un point d'arrivée, l'Appel n'est jamais qu'un départ. Car ce n'est pas une pétition, oubliée aussitôt que signée. Il oblige, et veut transformer des milliers de signataires en autant d'acteurs sociaux dont le but sera d'œuvrer à la victoire.

Comment ? Nous faisons fabriquer un coquelicot en tissu de récupération dans un atelier de réinsertion, qui servira de cocarde, de bannière et de point de ralliement. Il est muni d'un système d'attache qui permettra de le porter à sa boutonnière et sera vendu, car nous parlons d'un acte de soutien à l'Appel, deux euros. Nous espérons que ce bel objet sera autant porté que la petite main de SOS Racisme il y a trente ans. Pendant toute la durée de l'Appel — deux ans, rappelons-le

— et chaque mois, les signataires se retrouveront le même jour et à la même heure sur les places des villes et des villages des lieux où ils habitent. Pendant tout ce temps, à la manière d'un téléthon, nous souhaitons que des milliers d'événements de toute taille et de tous ordres aient lieu en France, pour défendre l'espoir d'un pays enfin débarrassé de ces terribles poisons. Nous donnerons dans le courant d'octobre la liste, déjà importante, des groupes, associations et personnalités qui soutiennent notre grand mouvement démocratique. Nous n'avons sollicité aucun politique, car c'est désormais la société qui parle.

Citoyen, je fais quoi? Il est essentiel de s'approprier l'Appel pour le faire vivre et le diffuser. Dès lors que vous l'aurez signé, vous pourrez vous munir du coquelicot en tissu, également complété par un autocollant portant le même message : nous voulons des coquelicots, stop aux pesticides. Pourquoi se lever pour le coquelicot? Parce que cette fleur est belle et que nous la trouvons en quantité dans les champs de blé, avant l'agriculture chimique intensive. Outre ses qualités médicinales et comestibles, cette fleur est symbole de résurrection, de consolation et de passion. Pourquoi se lever enfin? Parce que la survie de l'humanité en dépend. ■

JE SIGNE L'APPEL :

Je veux des coquelicots :
<https://bit.ly/2wLqqfd>.

Il est venu le temps des coquelicots!

MONSANTO CONDAMNÉE AUX ÉTATS-UNIS

Nul ne peut ignorer la victoire juridique de ce courageux jardinier californien face au géant de l'agrochimie Monsanto. En effet, le 10 août dernier, la tristement célèbre firme a été condamnée par un tribunal de San Francisco à verser 290 millions de dollars à Dewayne Johnson, jardinier atteint d'un lymphome non hodgkinien incurable. Rappelons qu'en France cette pathologie est inscrite au tableau des

maladies professionnelles et reconnue comme telle lorsqu'il y a eu exposition aux pesticides. Dans son délibéré, le jury a également affirmé que Monsanto connaissait la dangerosité de ces produits et a volontairement choisi de ne pas avertir le consommateur. Notre association, comme tant d'autres, a salué cette victoire historique. Certes, la firme s'est empressée de faire appel et cette victoire est chère payée au regard de la souffrance endurée par Dewayne et sa



famille, mais quel symbole et quel espoir cette victoire a fait naître chez les milliers de familles victimes de ces produits chimiques, ces pesticides dont la mission est tout simplement de tuer les êtres vivants considérés comme indésirables.

En France, le plan Écophyto est un échec!

En France, pendant ce temps fin juillet, les ministres de l'Agriculture, de l'Écologie, de la Santé et de la Recherche dévoilaient les derniers chiffres de l'utilisation des pesticides dans notre pays et ceux-ci, comme nous pouvions le craindre, ne sont pas bons : + 10 % d'augmentation de leur utilisation en milieu agricole en 7 ans. Entre 2009 et 2016, le nombre de doses unités (NODU), nom de l'indicateur qui sert à mesurer l'utilisation des pesticides, a augmenté de 10,5 % entre 2009 et 2016. Pire, entre 2014 et 2016, l'augmentation du NODU triennal est de 12,4 %. Les molécules qui augmentent le plus ces dernières années sont les fongicides. Le seul point positif à mettre sur le compte de l'entrée en vigueur de la loi dite «Labbé», qui concerne la fin

des pesticides pour les jardiniers amateurs et les collectivités, est la diminution significative de l'utilisation des pesticides en usage non agricole puisque ceux-ci baissent de 38 % entre 2015 et 2016. La présentation des résultats d'Écophyto était aussi l'occasion de revenir sur le futur plan «pesticides», loin pour l'instant d'être à la hauteur des enjeux environnementaux et sanitaires que recouvre la question des pesticides. Alors qu'une récente étude de l'Inra¹ souligne que l'agriculture bio résiste mieux aux maladies et de fait moins contrainte à l'usage de produits, notre association réitère la nécessité d'un changement de modèle.

¹ Communiqué de presse de l'Inra : <https://bit.ly/2P4eie4>.

En bref

VICTIMES DES PESTICIDES

En novembre 2017, nous lançons avec d'autres organisations dont le syndicat Solidaires ou encore Eaux et Rivières de Bretagne une action en justice contre l'arrêté du 4 mai 2017 portant sur l'utilisation des pesticides. Le ministère a enfin rendu son mémoire le 2 septembre et nous avons maintenant un mois pour faire un retour sur les contre-arguments avancés. Après une lecture rapide du mémoire proposé, nous constatons que le ministère de l'Agriculture justifie les faiblesses du texte actuel par une application stricte du droit européen, ce que nous contestons et que nous allons lui faire savoir dans les prochains jours.

Plus d'informations sur victimes-pesticides.fr.

ALTERNATIVES

Un dossier pour manger bio sans augmenter son budget

« MANGER BIO, ÇA COÛTE CHER »

Voilà l'argument qui se veut massue et qui nous est souvent opposé lorsque l'on évoque de passer à ce type d'alimentation pour limiter son exposition à divers polluants chimiques, dont principalement les résidus de pesticides de synthèse. Las de devoir démontrer, à l'aide de multiples arguments éparpillés, que la consommation d'aliments bio n'est pas une charge supplémentaire — au contraire —, nous avons voulu réaliser ce dossier synthétique qui démontre, par l'exemple, qu'au-delà d'être une nécessité sanitaire et environnementale, la consommation de produits bio, si elle s'accompagne de quelques ajustements dans ses

habitudes de consommations, ne grève pas lourdement les budgets. Cela est vrai à la maison, mais aussi en restauration collective où les gestionnaires regardent de très près toutes dépenses supplémentaires. Ainsi, dans le dossier vous verrez que vous pouvez chez vous décider de consommer bio en dépensant moins, mais aussi que des collectivités ont fait le choix du bio à la fois pour des raisons sanitaires, en offrant aux enfants la garantie d'aliments sains, mais aussi pour des motifs budgétaires. Nous donnons des pistes à celles et ceux qui souhaitent augmenter la part de bio dans leur alimentation, sans pour autant augmenter leur budget.



À télécharger gratuitement sur le site de Générations Futures : <https://bit.ly/2C1aXxz>.

Le rendez-vous des alternatives

EN ATTENDANT LA TRADITIONNELLE SEMAINE POUR LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES DU 20 AU 30 MARS, GÉNÉRATIONS FUTURES VOUS CONVIE AUX ÉVÉNEMENTS DE SES PARTENAIRES.

LA FÊTE DES POSSIBLES

Du 15 au 30 septembre, la Fête des possibles célèbre les initiatives solidaires et durables de chacun, partout en France. Vous pouvez encore inscrire votre événement sur la carte des possibles. Sinon, pourquoi ne pas aller voir ce que vos voisins organisent près de chez vous et découvrir leurs solutions pour consommer et vivre « plus juste, plus écolo, plus humain » ? Rendez-vous sur : fete-des-possible.org.

LES HALLE'TERNATIVES

Le week-end du 29 septembre, au Petit Grain, à Bordeaux. Cette année, le programme est chargé ! Samedi : ateliers avec les réseaux associatifs partenaires sur les thèmes de la justice climatique, du climat, de la solidarité... débats, déjeuner et dîner bio. Dimanche, marché de producteurs bio de Nouvelle-Aquitaine, déjeuner et restitution publique des ateliers de la veille. Informations et réservations : leshallesternatives@gmail.com.

LE FESTIVAL ALIMENTERRE

Du 15 octobre au 30 novembre, vous êtes invité à organiser — et assister — à une projection d'un film de la sélection Alimenterre. Huit moyens et longs-métrages sur le thème de l'alimentation accessible, saine et durable vous invitent à débattre ensemble sur les enjeux mondiaux de l'alimentation. Pour toutes les informations et la sélection des films, rendez-vous sur : festival-alimenterre.org.

#LetsBio : une campagne pour booster le bio dans les cantines

“

© Maël Coutand.



”

Interview

Maël Coutand, chargé de communication à la Fondation pour la nature et l'Homme

1. Pourquoi cette campagne ?

Les parlementaires sont en passe de fixer des objectifs ambitieux en termes de restauration collective dans la prochaine loi Agriculture et alimentation : 50 % de produits de qualité, dont 20 % de produits bio. Toutefois, aucun moyen financier n'est pour le moment prévu pour y répondre. C'est pourquoi nous voulons faire inscrire au projet de loi de finances 2019 un Bonus Cantine Bio et Locale.

2. Le « Bonus Cantine Bio et Locale », c'est quoi au juste ?

Il s'agit d'une aide allouée aux cantines volontaires qui s'engagent à introduire plus de produits bio et locaux dans leurs menus : 20 euros par an et par enfant, sur trois ans, versés par l'État ou les régions. Le Bonus

permet d'investir dans de nouveaux matériels et de former le personnel pour impulser un changement de leurs pratiques et pour pérenniser la démarche de progrès.

3. Que répondez-vous à celles et ceux qui vous disent qu'une cantine 100 % bio, ça n'est pas possible ?

Sur le territoire, des exemples existent déjà qui prouvent qu'ils ont tort. Ces communes exemplaires, où la volonté politique est forte, ne doivent pas pour autant occulter les difficultés réelles que rencontrent certains établissements moins avancés pour qui l'atteinte des 20 % peut paraître déjà compliquée dans les conditions actuelles. Il faut donc accompagner financièrement ces restaurants collectifs, grâce à ce Bonus Cantine Bio et Locale, mais il faut aussi mieux les outiller pour entrer dans des démarches de

progrès. C'est d'ailleurs tout le sens de l'outil Mon Restau Responsable®, que nous proposons aux restaurants collectifs depuis 2016.

4. Concrètement, je suis parent d'élève et je souhaite plus de bio à la cantine. Comment je m'y prends ?

Premièrement, au niveau national, vous rejoignez le mouvement #LetsBio en signant la pétition sur letsbio.fnh.org! Deuxièmement, au niveau local, engager le dialogue pour définir un plan d'actions, avec toutes les parties prenantes, est primordial. La garantie Mon Restau Responsable® (voir mon-restau-responsable.org), portée avec le Réseau Restau'Co, accompagne pas à pas les restaurants collectifs qui s'engagent dans une démarche de progrès. Les parents d'élèves peuvent donc interpeller leur collectivité pour leur proposer ce type de démarche.

Génération Futures mobilisée pour la réforme de la future PAC

Au cours de l'été, le commissaire à l'agriculture, Phil Hogan, vantait l'ambition de la réforme qu'il propose en matière environnementale, climatique et d'aides en faveur des petites et moyennes exploitations. Mais, les propositions de la Commission européenne relèvent du seul effet d'annonce (c'est le cas par exemple du fléchage climatique et du plafonnement — inefficaces en l'état). Très peu de garde-fous assurent que les États membres joueront le jeu du « plus vert et plus juste ». Pour le moment, le contrat de la

Commission est donc loin d'être rempli. Du côté des ONG, la plateforme « Pour une autre PAC » dont Génération Futures est membre appelle à une refonte de la PAC. Elle propose douze priorités de réformes à appliquer dès 2020, qui visent à répondre aux enjeux de l'agriculture de demain tout en tenant compte des velléités citoyennes. Il s'agit de valoriser le métier paysan et dynamiser le tissu rural, soutenir l'agriculture durable, solidaire et respectueuse du bien-être animal tout en assurant la souveraineté alimentaire.

Portrait de Chantal, nouveau relais local de Rennes

“

Je suis née dans une famille d'agriculteurs du Bocage normand, sur la « Route du Cidre » en Basse-Normandie, au milieu des pommiers tous enclos par des haies arborées de châtaigniers, peupliers, chênes, noisetiers... Je ne conçois pas un monde heureux sans chants d'oiseaux ni mouvements furtifs du vivant. À présent, je vis en bord de mer où la protection du littoral est un autre enjeu...

Les parents nous rêvaient fonctionnaires : j'ai été 30 ans prof de lettres. À leur départ, je suis allée en *woofing* un an, puis me suis formée à l'art-thérapie : argile et arts du mouvement. Ma vie est désormais clairement orientée autour de la réparation/recréation : des gens par l'art, du vivant par le jardinage partagé, l'alimentation... et par la transmission de ces urgences du vivant menacé.

Depuis six mois, on m'a découvert des intolérances alimentaires fortes (blé et laits animaux, mais aussi de nombreux fruits et légumes courants) : je rêve donc d'un accès au bio pour toutes les bourses et aimerais participer à la création de filières pour paysans en reconversion (restauration bio...). Enfin, je suis par mon travail au contact d'enfants autistes : l'hypothèse d'un bouleversement du génome entre autres par les perturbateurs endocriniens m'incite à travailler là aussi la question alimentaire.

J'ai entendu parler de Générations Futures après le documentaire *Le Roundup face à ses juges*, dans un débat sur LCP : la réalisatrice donnait des noms d'associations où s'engager. La vôtre m'a plu par ses argumentaires solides et son projet d'action au niveau des parlementaires. En tant que relais local, je souhaiterais alerter de toutes les manières et tenter de créer les conditions du passage à une agriculture humaine, viable pour le vivant et les agriculteurs.

”

Toute l'actualité des relais locaux sur notre rubrique dédiée :
<https://bit.ly/2M4oJ2b>.



© Chantal Codefroy.

L'actu des relais

FESTIVAL DE L'ALBENC



Le relais local de Valence en collaboration avec l'association Noix Nature Santé, a participé à la grande soirée « En finir avec les pesticides » organisée dans le cadre du 22^e festival de l'Avenir au naturel à l'Albenc. Après la projection du documentaire de Paul François, *Un paysan défie Monsanto*, la conférence a fait grand bruit et a permis d'insuffler un vent de prise de conscience et une nette envie de se réunir pour avancer ensemble sur des objectifs globaux.

À suivre sur : <https://bit.ly/2oNENMx>.

Communication, aide administrative... Nous avons besoin de vous, rejoignez-nous!
adherent@generations-futures.fr.

AGENDA

28-29 sept.

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

📍 PARIS
GROUND CONTROL
« Détox & vous » : ateliers sur les polluants environnementaux, projection-débat *Zéro Phyto, 100 % Bio* en présence de François Veillerette le samedi à 15 h 30.

5 octobre

PROJECTION-DÉBAT

📍 PONT-DE-VEYLE, (RL LYON)
Projection du documentaire *Zéro Phyto, 100 % Bio* à 20 h 30 en présence de Maria Pelletier, présidente de Générations Futures.

6 octobre

SALON

📍 VILLENEUVE-SUR-LOT (RL AGEN)
Atelier « Mon jardin, ma commune sans pesticide » à 17 h 30 à la 30^e édition du Salon de l'horizon vert.

11 octobre

CONFÉRENCE

📍 LYON (RL LYON)
Conférence « Pesticides, perturbateurs endocriniens et santé » en présence de François Veillerette à la Maison de l'environnement, à 19 h.

11 octobre

CONFÉRENCE

📍 BÉTHUNE (RL LILLE)
Conférence « Et si on arrêta de s'empoisonner ? » à 18 h 30 en présence du Dr Judith Louyot, relais local de Générations Futures à Lille.

15 octobre

COLLOQUE

📍 PARIS ASSEMBLÉE NATIONALE
Colloque sur la santé environnementale et les perturbateurs endocriniens à 14 h en présence de François Veillerette.

Tous les événements sur notre agenda en ligne : <https://bit.ly/2MZ2OPp>.

BULLETIN D'ADHÉSION

Madame/Monsieur/Couple¹

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Email _____

Adhésion bas revenus : 10 €

Adhésion classique : 25 €

Adhésion de soutien : 50 €

Adhésion d'aide : _____ €

Don libre de : _____ €

¹une adhésion couple = 2 adhérents

Retournez votre coupon à :

**GÉNÉRATIONS FUTURES,
179 RUE LAFAYETTE
75010 PARIS**

CHAQUE DON EST PRÉCIEUX!



Générations Futures, association loi 1901 sans but lucratif, agréée par le ministère de l'Écologie, est habilitée à éditer des reçus fiscaux. Si vous souhaitez soutenir notre travail de manière régulière, vous pouvez faire un don mensuel sur : <https://www.generations-futures.fr/agir/faire-un-don/> (site sécurisé) ou bien nous adresser vos coordonnées sur papier libre à l'adresse de nos locaux : 179, rue La Fayette 75010 Paris. **D'avance, merci!**